

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 février 2022  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-seizième session  
Points 44 et 78 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité  
Soixante-dix-septième année

**Question de Chypre****Les océans et le droit de la mer****Lettre datée du 10 février 2022, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de Chypre  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me réfère à la lettre datée du 16 décembre 2021, publiée sous la cote [S/2021/1061](#), qui vous a été adressée par le Représentant permanent de la Turquie.

Chypre rejette intégralement la teneur de ladite lettre, comme elle a rejeté, notamment par ses lettres datées du 24 avril 2020 ([A/74/824-S/2020/332](#)) et du 20 janvier 2020 ([A/74/660-S/2020/50](#)), toutes les revendications exprimées par la Turquie et les coordonnées géographiques dont celle-ci prétend qu'elles définissent les limites extérieures de son plateau continental en Méditerranée orientale.

Tandis que la Turquie est seule à adhérer encore à sa version fabriquée de toutes pièces de la légalité internationale, la communauté internationale ne doute nullement qu'il n'existe qu'un seul et unique État à Chypre, constitué par la totalité de l'île, sur laquelle il est souverain, et que Chypre est représentée par l'unique Gouvernement légitime que connaît l'île depuis que la République de Chypre est devenue un État, en 1960. Chypre continuera de défendre les droits souverains qu'elle exerce *ipso facto* et *ab initio* sur son plateau continental, conformément à la légalité internationale et aux dispositions applicables du droit international.

Les revendications maximalistes et expansionnistes de la Turquie ne reposent en rien sur les règles établies du droit international et n'ont aucun effet juridique. Elles visent à créer une réalité alternative au service des intérêts et des aspirations géopolitiques de la Turquie. Si la Turquie cherche à s'approprier illégalement tout ou partie des zones maritimes de Chypre, c'est pour s'en servir de tremplin, dans l'optique d'asseoir un contrôle sur la Méditerranée orientale. Dans cette perspective, la Turquie applique de longue date une politique du fait accompli, qui se manifeste notamment par a) des actes de harcèlement et l'emploi de la force contre des navires menant des activités d'exploration des hydrocarbures au nom du Gouvernement chypriote et dans les zones maritimes de Chypre ; b) la contestation des zones maritimes de Chypre ; c) l'instrumentalisation de la stratégie sécessionniste que la Turquie applique à Chypre, également en vue de s'approprier ses zones maritimes.



Cette politique se traduit également par des menaces, telles que celle qui a été proférée dans le document publié sous la cote [A/76/609-S/2021/1061](#).

Ces menaces sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies ; c'est pourquoi Chypre compte sur les Nations Unies pour veiller à ce que la Turquie n'emploiera pas une nouvelle fois la force à son encontre. Tenter d'empêcher un État d'exercer sa souveraineté et ses droits souverains est parfaitement contraire à la lettre et à l'esprit de la Charte. Choisir de mépriser le droit international parce qu'il est plus avantageux de recourir à la force, c'est aller à l'encontre du principe même d'un multilatéralisme efficace.

Par opposition, Chypre a délimité ses zones maritimes conformément au droit international et y exerce légalement ses droits souverains. Elle reste prête à délimiter ses frontières maritimes avec la Turquie conformément au droit international, et notamment à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ou à conclure, sur ces mêmes bases, un compromis permettant de soumettre conjointement la question à la Cour internationale de Justice afin que soit fixée une frontière maritime définitive délimitant le plateau continental et la zone économique exclusive de chaque pays.

En refusant de régler pacifiquement un différend artificiel qu'elle a créé elle-même, la Turquie ne fait que confirmer qu'elle préfère le rapport de forces au respect des règles établies. Le prétexte des Chypriotes turcs, dont elle se sert commodément pour formuler des revendications extravagantes ou refuser de régler les différends de manière pacifique, n'est qu'un écran de fumée. On le voit bien, dès lors qu'en faisant valoir ses revendications, la Turquie prétend s'approprier 44 % de la zone économique exclusive de Chypre, au détriment de tous les Chypriotes, y compris des Chypriotes turcs. Du point de vue du droit, il est évident que tout argument fondé sur une sécession et sur la promotion d'une entité née d'une agression est nul et non avenue. Il est aberrant, insensé d'entendre la Turquie encourager la coopération avec une prétendue entité qu'elle a établie par l'emploi illégal de la force, qu'elle fait exister par l'occupation et qu'elle contrôle pleinement, tout cela pour faire valoir des droits sur Chypre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 44 et 78 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, et de le faire publier sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi que dans le prochain numéro du Bulletin du droit de la mer.

(Signé) Andreas **Hadjichrysanthou**